

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 MARS 1906.

Budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique
pour l'exercice 1906 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. COLAERT.

MESSIEURS,

Les crédits prévus par le Budget pour l'exercice 1906 s'élèvent à la
somme de fr. 33,836,207 »
Ceux alloués pour 1905 montaient à 36,062,191 35
Ces chiffres se décomposent de la manière suivante :

A. — Dépenses ordinaires :

Exercice 1906	fr.	32,254,207	»
Exercice 1905		31,264,115	»
D'où une augmentation de	fr.	990,092	»

B. — Dépenses exceptionnelles :

Exercice 1906	fr.	1,582,000	»
Exercice 1905		4,798,076	35
D'où une diminution de	fr.	3,216,076	35
Soit, sur l'ensemble, diminution de	fr.	2,225,984	35

(1) Budget, n° 4, VI.

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. DELPORTE, DE PONTIÈRE, MASNHOUT, LE PAIGE, WOESTE et COLAERT.

Dans les dépenses exceptionnelles du Budget de l'année 1903, figurait le crédit de 3 millions de francs pour les fêtes du soixante-quinzième anniversaire de l'Indépendance nationale. De sorte qu'en tenant compte de cette dépense tout à fait exceptionnelle, le Budget projeté présente une augmentation de fr. 774,013.65 sur celui de 1903.

Ce chiffre s'établit ainsi :

Augmentation des dépenses ordinaires.	fr. 990,092 »
Diminution des dépenses exceptionnelles	216,013 35
Soit	fr. 774,076 65

Les augmentations sont peu sensibles, pour les services de l'Intérieur, si l'on considère qu'il doit être procédé en 1906 au renouvellement de la première série de la Chambre des Représentants; d'où un accroissement de dépenses de 240,000 francs.

C'est le service ordinaire de l'Instruction publique qui donne lieu à des dépenses plus fortes :

Pour l'enseignement supérieur	fr. 61,750 »
Pour l'enseignement moyen	98,000 »
Pour l'enseignement primaire	497,900 »
TOTAL	fr. 657,650 »

Cette augmentation n'est pas anormale. Les dépenses pour l'instruction publique suivent une progression constante qui, pour les dernières années, se chiffre d'après le tableau suivant :

Enseignement supérieur :	Dépenses de l'exercice 1903	fr. 2,350,821 04
— —	Crédits alloués pour 1904 .	2,432,600 »
— —	— — 1905 .	2,548,100 »
Enseignement moyen :	Dépenses de l'exercice 1903 .	4,537,115 93
— —	Crédits alloués pour 1904 .	4,637,157 90
— —	— — 1905 .	4,624,460 »
Enseignement primaire :	Dépenses de l'exercice 1903 .	16,475,046 69
— —	Crédits alloués pour 1904 .	17,277,200 »
— —	— — 1905 .	17,604,900 »

Et, pour le nouveau Budget, les crédits demandés sont de 2,609,850 francs (enseignement supérieur); 4,722,460 francs (enseignement moyen); 18 millions 102,800 francs (enseignement primaire), ensemble 25,445,110 francs, à l'ordinaire, plus 1,362,000 francs de dépenses exceptionnelles; en tout 26,807,100 francs.

Le Budget de l'Instruction publique, qui s'élevait à 20 millions de francs il y a vingt-cinq ans, monte donc aujourd'hui à près de 27 millions.

C'est surtout l'instruction primaire qui a bénéficié des augmentations annuelles des crédits portés au Budget de l'État. Les budgets des provinces et

des communes ont généralement suivi cet accroissement de dépenses : l'ensemble des crédits consacrés par les pouvoirs publics à ce seul enseignement était de 2,600,000 francs il y a soixante ans. En 1881, il s'élevait à 32 millions de francs; aujourd'hui, il monte à plus de 44 millions de francs.

La Section centrale n'entend point critiquer les augmentations que subit le service de l'instruction publique. Elles sont la conséquence, d'une part, de l'accroissement de la population du royaume, et, d'autre part, de l'extension que prend l'enseignement en général.

Le fait est marquant pour l'instruction primaire. Alors qu'en 1857 le nombre des élèves des écoles primaires était de 399,628, et de 588,814 en 1881, il passe à 774,989 en 1898, pour progresser annuellement de 14,074 en moyenne et arriver, en 1904, à 859,436 élèves fréquentant les écoles communales, adoptées et adoptables.

Il en est de même pour les écoles gardiennes et les écoles d'adultes. En 1898, il y avait 194,807 enfants dans les écoles gardiennes et 102,531 dans les écoles d'adultes; en 1904, on en compte respectivement 245,655 et 193,907, soit une augmentation annuelle moyenne de 9,974 pour les premières et de 15,229 pour les secondes.

Ces chiffres peuvent se passer de commentaires. Mais il ne sera pas inutile de faire ressortir les résultats bienfaisants des efforts faits par les pouvoirs publics et par l'initiative privée, pour étendre et améliorer constamment l'instruction populaire.

Dans l'ensemble du royaume, les illettrés ont diminué de 21 % de 1886 à 1900. Le nombre des habitants sachant lire et écrire est, en 1900, de 75 % parmi ceux de 45 à 55 ans; la proportion des lettrés s'élève à 82 % dans la catégorie des habitants de 35 à 45 ans, à 87 % dans celle de 25 à 35 ans, et à 90 % parmi ceux de 15 à 25 ans.

Au point de vue du développement moral, on a constaté qu'en 1901 l'épargne scolaire est enseignée dans 6,974 écoles; 159,374 élèves des établissements d'instruction primaire sont affiliés aux mutualités scolaires; 302,444 élèves possèdent un livret de la caisse d'épargne. Le montant de l'épargne scolaire dépasse 8 millions de francs.

*
* * *

A propos des chiffres que nous venons de signaler, on s'est demandé quel est actuellement le nombre des enfants qui ne reçoivent aucune instruction.

On a prétendu que ce nombre s'élève à 125,000, chiffre évidemment exagéré, surtout si on l'applique aux enfants âgés de 6 à 12 ans.

Il y avait, en Belgique, d'après le recensement de 1900, 810,935 enfants ayant cet âge. En moyenne, l'accroissement annuel de la population dans cette catégorie étant de 3,000, on peut évaluer leur nombre à 823,000 en 1904.

Or, comme nous l'avons constaté plus haut, pour l'année 1904, la population des écoles communales, adoptées ou adoptables, était de 859,436 élèves.

Ce nombre est supérieur de plus de 36,000 à celui de la population des enfants âgés de 6 à 12 ans. Le chiffre de 36,000 se rapporte donc évidemment aux élèves âgés de 12 à 14 ans; car si les enfants âgés de moins de 6 ans fréquentent partout les écoles gardiennes, il en est par contre, surtout dans certaines villes, un grand nombre que les parents laissent à l'école primaire jusqu'à 13 et même jusqu'à 14 ans.

Mais tous les enfants âgés de 6 à 12 ans, et au delà, ne fréquentent pas les écoles communales, adoptées ou adoptables. Il en est qui restent à l'école gardienne après l'âge de 6 ans; d'autres fréquentent les écoles moyennes du degré inférieur ou les classes préparatoires des collèges libres, ou les écoles primaires privées non subsidiées; d'autres encore sont placés dans les écoles de bienfaisance de l'État ou du Département de la Guerre, ou dans des orphelins publics ou privés; d'aucuns enfin ne vont pas à l'école, parce qu'ils reçoivent l'instruction dans leurs familles.

Nous n'exagérons pas en évaluant l'ensemble de ces diverses catégories à 10 % de la population en âge d'école, soit 82,500 pour l'année 1904.

Les statistiques officielles ne permettent pas de déterminer exactement le nombre des enfants qui ne reçoivent aucune instruction. Mais les chiffres que nous venons de produire prouvent qu'il doit être beaucoup moins considérable que d'aucuns le prétendent. Nous croyons qu'une statistique précise n'en relèverait pas 5 % dans l'ensemble du pays; et encore faudrait-il déduire de ce pourcentage les infirmes, quelques enfants de bateliers et ceux dont l'inconduite ne permet pas de les mettre en contact avec les élèves de nos écoles publiques ou privées.

Il est donc évident que les progrès de l'enseignement sont rapides et constants, grâce aux efforts des pouvoirs publics et de l'initiative privée. La Section centrale ne peut qu'en féliciter le Gouvernement et, en approuvant les crédits proposés, l'engager à poursuivre l'œuvre qu'il mène avec un incontestable succès.

Examen du Budget en Sections.

Toutes les sections ont adopté le Budget à de fortes majorités : La première par dix voix contre deux et une abstention; la seconde par douze contre une; la troisième par huit contre sept; la quatrième par huit contre deux; la cinquième par dix contre trois; la sixième à l'unanimité et une abstention.

Le Budget a donc rencontré un accueil des plus favorables, et n'a soulevé que quelques observations que nous examinerons tout-à-l'heure.

Examen en Section centrale.

Discussion générale.

La question des droits d'auteur a été signalée à l'attention de la Section centrale par un membre de la première section.

A la suite d'une longue discussion, qui a surgi à la Chambre en 1903, le

Gouvernement a nommé une Commission qui a été installée, par M. le Ministre de l'Intérieur, dans le courant de l'été 1904.

Cette Commission avait pour mission d'examiner les plaintes toujours répétées et, paraît-il, de plus en plus fondées, des sociétés de musique contre le Syndicat des auteurs et compositeurs.

Malheureusement, la Commission n'a plus été convoquée depuis 1904. Le sera-t-elle bientôt? Nous l'ignorons. Mais ce qui devient de plus en plus évident, c'est que le législateur aura à mettre un terme aux nombreux abus signalés de tous les côtés.

Ceux qui s'intéressent à la question saisiront sans doute l'occasion de la discussion du Budget de l'Intérieur pour renouveler leurs griefs et chercher une solution qui donne satisfaction à l'opinion publique.

La Section centrale, tout en se référant à ses rapports antérieurs, prie de nouveau le Gouvernement d'attirer l'attention de la Commission sur la nécessité de donner son avis sur les questions soumises à son examen.

Un membre d'une autre section a signalé à la Section centrale que le niveau de l'enseignement primaire a baissé depuis quelques années.

Il attribue ce fait : 1° à l'institution défectueuse du Jury central pour la formation d'instituteurs; 2° à la circonstance que la loi permet de subsidier des écoles où il y a un certain nombre d'instituteurs non diplômés.

Le remède? D'après ce membre, il faudrait empêcher l'instituteur qui n'est pas muni d'un diplôme d'enseigner dans les écoles adoptées ou adoptables, aussi bien que dans les écoles communales. Et, pour ce qui concerne le jury d'examen, il propose que le *Moniteur* publie les dates des sessions du Jury central et les locaux où se tiennent ses séances. Il faudrait aussi rendre publiques, dit-il, les leçons pratiques.

Mais tout d'abord, est-il vrai que le niveau de l'enseignement baisse en Belgique?

Nous ne le croyons pas. Si le fait était exact, il ne manquerait pas d'être signalé au Gouvernement par l'Inspection, dont les membres sont recrutés dans le personnel enseignant, et qui, depuis plusieurs années, doivent subir un examen théorique et pratique auquel les meilleurs sujets seuls se soumettent.

C'est à eux qu'incombe l'inspection des écoles communales, adoptées et adoptables; et l'on n'a pu prétendre jusqu'ici que cette inspection laisse à désirer. D'ailleurs les inspecteurs cantonaux se trouvent eux-mêmes sous la direction et la surveillance des inspecteurs principaux, qui, à leur tour, visitent les écoles et rendent compte, au Gouvernement, de la situation de l'enseignement primaire dans leur ressort.

Or l'abaissement du niveau de l'enseignement primaire n'a pas été constaté, à notre connaissance, par ceux qui sont le mieux à même d'apprécier la valeur de cet enseignement et la capacité des instituteurs qui en sont chargés dans les écoles inspectées.

Quant aux remèdes préconisés, il est à remarquer que le nombre des instituteurs non diplômés est presque nul dans les écoles communales et diminue d'année en année dans les écoles adoptées et adoptables. D'ailleurs dans ces écoles, il est exigé que le plus grand nombre — la moitié au moins — soit diplômé.

En ce qui concerne la publicité à donner aux sessions du Jury central d'examen, la Section centrale signale la question à l'attention de M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

Discussion des articles.

Cette discussion s'est bornée à l'examen de quelques articles, qui ont donné lieu à de courtes observations.

A L'ARTICLE 6, un membre s'est plaint du retard qu'éprouve souvent la liquidation des pensions des professeurs et instituteurs communaux.

Ce n'est pas la première fois que ces plaintes se produisent, et la Section centrale en a fait part, précédemment, au Gouvernement. Il en a été tenu compte dans une notable mesure.

A L'ARTICLE 16 (ancien 17), un membre signale la lenteur avec laquelle certaines administrations provinciales expédient les affaires.

A défaut de faits précis, la Section centrale doit se borner à signaler ce point à l'attention du Gouvernement.

A L'ARTICLE 27, un membre trouve désirable d'étendre, à toutes les provinces, la mesure qui existe déjà dans quelques-unes, de faire siéger le Conseil de milice dans les différents cantons de l'arrondissement successivement, et non plus au chef-lieu seulement.

A L'ARTICLE 41, l'attention du Gouvernement est appelée sur ce fait que les communes rurales ne sollicitent pas les subsides qu'elles peuvent obtenir pour l'acquisition de matériel d'incendie.

A L'ARTICLE 47, un membre, se faisant l'organe d'observations faites dans certaines sections, estime qu'il y a lieu de remanier l'organisation actuelle de l'Académie royale, section des lettres et des beaux-arts.

L'institution ne répond pas, prétend-il, aux conditions actuelles de notre vie littéraire et artistique.

Cette observation est vague et ne permet pas à la Section centrale d'exprimer un avis motivé sur le reproche adressé à notre Académie royale. Mais si la critique est fondée, elle ne peut manquer d'être renouvelée et développée lors de la discussion du Budget. La Section centrale signale ce point à l'attention de la Chambre et du Gouvernement.

AUX ARTICLES 51 ET 52, un membre demande où en est la réorganisation de la Bibliothèque royale.

Dans le rapport sur le Budget de 1905, la Section centrale a reproduit les plaintes qui s'étaient élevées dans une de nos sections au sujet des mesures à prendre pour améliorer le service et le matériel scientifiques.

A L'ARTICLE 102, on a fait observer que dans les petites communes, et dans certaines villes, les frais de construction, de reconstruction ou d'agrandissement des écoles pèsent lourdement sur les finances communales. D'où la conséquence que l'État devrait accorder de plus larges subsides aux com-

munes, pour la construction, l'agrandissement, l'amélioration et l'ameublement de maisons scolaires, et favoriser l'extension et les progrès de l'instruction populaire.

Depuis plusieurs années, le Gouvernement inscrit au Budget un crédit exceptionnel à cette fin.

Jusqu'en 1899, le crédit n'était que de 700,000 francs. Il fut porté à 800,000 francs au Budget amendé pour l'exercice 1900. Depuis lors, il a été maintenu à ce chiffre.

Dans son rapport sur le Budget de 1903, la Section centrale a préconisé une augmentation de ce crédit; et, dans le projet de Budget pour l'exercice 1906, le Gouvernement, faisant droit à sa demande, l'a porté à 1 million.

Cette somme doit être ajoutée à celle de 100,000 francs prévue, comme crédit ordinaire, par l'article 102, qui sert partiellement à la construction, l'acquisition, l'amélioration et l'ameublement de maisons d'école.

Mais cette augmentation de crédit, quelque élevée qu'elle soit, paraît encore être insuffisante, par suite de cette circonstance que le Gouvernement est en retard de liquider les subsides accordés à certaines communes. On a même prétendu, comme le disait le dernier rapport de la Section centrale, qu'il y a un arriéré immense et que le Gouvernement, qui accorde d'ordinaire un subside égal à la moitié de la dépense, doit à plusieurs communes des sommes fort élevées. S'il en est ainsi, le crédit de 1,100,000 francs devra servir en partie à liquider ces sommes; mais alors on se demande comment le Gouvernement donnera suite à tous les projets qu'il reconnaît justifiés.

Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons qu'approuver l'augmentation de crédit proposée par le Gouvernement et le prier d'examiner la question de savoir s'il ne pourra pas augmenter encore, à l'avenir, les crédits en question.

Enfin la Section centrale a cru utile de poser au Gouvernement un certain nombre de questions énumérées dans la note jointe au rapport, et auxquelles M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique a répondu.

Le projet de Budget, mis aux voix, a été adopté à l'unanimité moins une voix.

Le Rapporteur,
R. COLAERT.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.

(8)

NOTE.

Enseignement moyen.

1^{re} Question.

Quel est l'état actuel de la question de l'enseignement du flamand en Wallonie?

Quelles sont les mesures prises et les résultats obtenus?

Réponse.

Dans la région wallonne, le flamand est enseigné comme seconde langue *obligatoire* dans les établissements officiels d'enseignement moyen à l'exception :

- a) Des athénées royaux d'Arlon, de Liège et de Verviers;
- b) Des écoles moyennes pour garçons de Limbourg, de Seraing et de Verviers;
- c) Des écoles moyennes pour filles d'Andenne, d'Arlon, de Charleroi, de Huy et de Verviers, où il est remplacé par l'allemand. Il figure néanmoins comme *troisième* langue *obligatoire* à l'horaire des cours de la section *professionnelle* des trois athénées renseignés ci-dessus.

Le programme en vigueur dans les athénées date du 30 août 1888; dans les écoles moyennes, du 10 septembre 1897.

La situation générale doit être considérée comme satisfaisante. La langue flamande est enseignée partout d'après la méthode directe. Les progrès réalisés, grâce à l'emploi de cette méthode, qui consiste à se servir de la langue enseignée comme langue véhiculaire, sont excellents et se maintiennent.

Ces progrès sont surtout favorisés, dans les écoles moyennes :

1° Par l'inscription au programme des sections préparatoires de la langue flamande comme cours obligatoire. (Arrêté royal du 10 septembre 1897.) Deux circulaires (du 16 novembre 1897 et du 19 février 1900) recommandent de consacrer à ce cours plus de trois heures par semaine dans chacun des

degrés de ces sections. Depuis 1900, certains établissements vont jusqu'à quatre et cinq heures.

2° Par les circulaires du 25 septembre 1897 et du 23 octobre 1900. La première invite les directeurs et directrices des écoles moyennes qui possèdent une section préparatoire à organiser un cours supplémentaire de flamand de trois heures par semaine en faveur des élèves entrant en sixième préparatoire ou en première moyenne sans avoir étudié suffisamment cette langue. La seconde prescrit une mesure identique aux directeurs et directrices d'écoles moyennes dépourvues de section préparatoire, où la plupart des élèves qui sont admis en première moyenne ignorent les notions les plus élémentaires de la seconde langue obligatoire.

Il est à remarquer que le flamand n'est pas enseigné dans les sections préparatoires des écoles moyennes où l'allemand est considéré comme première langue étrangère obligatoire. Dans ces mêmes écoles le flamand est facultatif en section moyenne.

Enseignement primaire.

1^{re} Question.

Quel est l'état actuel de la question de l'enseignement du flamand en Wallonie?

Quelles sont les mesures prises et les résultats obtenus?

Réponse.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique a adressé à MM. les Gouverneurs des provinces wallonnes et mixtes, sous la date du 8 juillet 1905, une circulaire priant ces hauts fonctionnaires d'inciter les administrations communales à organiser un cours de flamand comme seconde langue.

Les renseignements parvenus jusqu'ici au Département, en suite de ces instructions, permettent de constater que :

a) Dans la province de Liège, deux administrations ont déjà organisé ou vont organiser des cours de langue flamande, six ont mis la question à l'étude et sept ont décidé que semblable création était inopportune.

b) Dans la province de Luxembourg, deux communes ont donné des réponses favorables à l'instauration du cours, les autres ont voté pour la négative, invoquant les motifs suivants : surcharge du programme, incompetence du personnel enseignant, inutilité, manque de ressources.

c) Dans la partie wallonne du Brabant, deux administrations communales ont déjà créé le cours de langue flamande, une autre ne juge pas utile de le faire.

Le relevé statistique ci-annexé indique le nombre d'écoles primaires soumises à l'inspection de l'État où l'on enseigne le flamand comme seconde langue.

*Nombre des écoles primaires appartenant à la partie
wallonne du pays dans lesquelles un cours de langue flamande est organisé.*

Situation au 31 décembre 1905.

DÉSIGNATION des ressorts d'inspection principale.	Écoles communales.	Écoles adoptées.	Écoles privées subsidiées.	Observations.
Bruxelles	59	4	18	
Louvain.	64	20	54	
Charleroi	41	2	20	
Mons	29	8	16	
Tournai.	6	2	14	
Huy.	23	2	12	
Liège	6	2	15	
Arlon	1	1	1	
Marche.	4	1	2	
Dinant	41	2	4	
Namur	7	3	8	
Le Royaume.	281	47	144	
TOTAL GÉNÉRAL : 472				

2^e Question.

ART. 46. — Quelle a été la répartition des crédits de cet article pendant les trois dernières années?

Réponse.

Les écritures de l'exercice 1905 n'étant pas clôturées, nous croyons entrer dans les intentions de l'auteur de la question précédente, en donnant la répartition des crédits pendant les années 1904, 1903 et 1902.

	ANNÉES		
	1904.	1903.	1902.
a) Subsidés et encouragements littéraires et scientifiques; voyages et missions littéraires, scientifiques ou archéologiques; fouilles et travaux dans l'intérêt de la science et de l'archéologie nationale	55,299 55	27,257 20	20,475 81
b) Secours à des littérateurs ou savants qui sont dans le besoin ou aux familles de littérateurs ou de savants décédés.	5,900 .	4,100 .	4,400 .
c) Sociétés littéraires et scientifiques	28,750 45	57,500 .	58,000 .
A REPORTER. . . fr.	65,950 .	68,857 20	71,875 81

	ANNEES		
	1904.	1903.	1902.
REPORT. . . fr.	65,950 *	68,857 20	71,875 81
d) Prix quinquennaux et décennaux fondés par les arrêtés royaux du 1 ^{er} décembre 1845, du 6 juillet 1851, du 20 décembre 1842 et du 30 avril 1895; frais des jurys .	6,026 20	7,790 35	12,742 75
e) Souscriptions; acquisition d'ouvrages destinés aux bibliothèques populaires.	20,788 79	20,308 92	23,747 29
f) Frais du bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques; frais d'impressions et autres dépenses relatives à l'exécution de la loi du 30 septembre 1887.	1,425 71	1,609 67	1,502 25
g) Encouragements à l'art et à la littérature dramatiques (littér. et musical).	44,058 40	44,051 25	43,915 73
h) Publication de la <i>Bibliographie de Belgique</i>	19,632 90	19,035 62	17,853 42
i) Publication de la <i>Bibliotheca Belgica</i>	7,698 *	7,240 *	5,300 *
j) Office international de bibliographie, rédaction et administration	25,000 *	25,000 *	25,000 *
k) Part contributive de la Belgique dans les frais de publication du <i>Woordenboek der Nederlandsche taal</i> (dictionnaire de la langue néerlandaise)	4,001 96	4,002 01	4,001 96
l) Location d'une table d'études à la station zoologique de Naples et au laboratoire de Léopoldville	9,375 *	9,375 *	4,375 *
m) Part contributive de la Belgique dans les frais du Bureau central des recherches sismologiques à Strasbourg . .	988 29	*	*
n) Acquisition et reliure d'ouvrages scientifiques et littéraires pour le service spécial de l'administration des sciences et des lettres; dépenses diverses	5,515 53	4,657 96	3,577 51
TOTAL. . . fr.	219,460 58	218,897 98	213,889 72

3^e Question.

ART. 51 et 52. — Où en est le travail de réorganisation de la Bibliothèque royale?

Réponse.

Le nouveau règlement organique de la Bibliothèque royale est entré en vigueur le 16 septembre 1904

Il fallait permettre aux nouveaux chefs de section, nommés à la suite de cette réorganisation, de se rendre compte des divers besoins de leur service respectif.

Par dépêche du 11 novembre 1905, un avant-projet de règlement organique a été soumis aux délibérations du Conseil d'administration. « Cet » avant-projet, disait la dépêche, n'a été préparé par mon administration que » dans le but de donner une base aux discussions de ce collège. J'examinerai » donc avec la plus grande bienveillance tous les amendements que, le » conservateur en chef et les conservateurs chefs de section entendus, il » croirait devoir y apporter pour mieux assurer la bonne marche des divers » services de notre grand dépôt littéraire et pour faire rendre à ce dernier

» le maximum de services utiles que sa clientèle studieuse est en droit d'en attendre. »

Des propositions spéciales ont, en outre, été demandées à M. le Conservateur en chef, par dépêche du 23 novembre 1903, pour l'organisation de la seconde section, celle qui comprend « le bureau du catalogue des imprimés et des périodiques, ainsi que le bureau des renseignements bibliographiques ».

Enseignement primaire.

4^e Question.

ART. 77. — Quels sont les résultats obtenus par l'enseignement des nouvelles méthodes de gymnastique ?

Réponse.

Écoles normales. — En vue de modifier le procédé suivi en ce qui concerne l'enseignement de la gymnastique dans les écoles normales, le Gouvernement a décidé de modifier les tableaux horaires de la gymnastique, de fusionner les deux classes inférieures et les deux classes supérieures et de faire donner des leçons par les élèves, sous le contrôle du titulaire du cours.

Ce procédé procure à tous les élèves une leçon de gymnastique par jour.

L'essai se poursuit à raison d'une demi-heure par jour, en dehors des récréations.

Écoles primaires. — Comme travail préparatoire à une conférence pédagogique, les instituteurs primaires ont été invités à faire des points suivants l'objet d'une étude approfondie :

1^o Faut-il maintenir le *statu quo* quant à l'enseignement de la gymnastique ?

2^o Dans la négative, en quoi devraient consister les modifications à apporter au programme actuellement suivi ?

Les meilleurs travaux des instituteurs, résumés par les inspecteurs cantonaux, ont été transmis au Département par les inspecteurs principaux, avec leur avis personnel.

Toutes les pièces de cette enquête seront soumises à l'examen d'une Commission spéciale, qui présentera au Gouvernement telles propositions qu'elle jugera convenir.

Enseignement moyen.

4^e Question.

ART. 77 — Quels sont les résultats obtenus par l'enseignement des nouvelles méthodes de gymnastique ?

Réponse.

L'application des nouvelles méthodes de gymnastique introduites dans les établissements d'instruction moyenne en 1897 a produit de très bons résultats : l'enseignement est plus rationnellement basé sur les connaissances biologiques; l'adaptation aux nécessités scolaires est mieux comprise. Aussi

l'intérêt qu'y attachent les élèves s'est-il manifesté par une diminution sensible des demandes de dispense.

Si celles-ci sont encore nombreuses dans les classes supérieures des athénées, cela tient à des causes étrangères à la gymnastique.

5° Question.

ART. 85 et 86. — Quelle est la base de répartition des subsides prévus à ces articles et quelle a été l'application pendant les trois dernières années des règles suivies ?

Réponse.

Les subsides et les augmentations qui ont été successivement accordés à ces établissements ont, en général, dépendu de la situation budgétaire, en tenant compte dans l'examen des demandes qui se sont produites du développement donné aux programmes des études ainsi que des ressources locales.

Pendant ces trois dernières années, tous les établissements communaux du premier degré (collèges) ont joui du montant intégral de leur subside ordinaire.

Les crédits portés au Budget ont été entièrement absorbés.

6° Question.

ART. 103 et 110 combinés. — Quelle a été la répartition des subsides prévus à ces articles ?

Des transferts ont-ils été opérés et dans quelle mesure ?

Réponse.

Pour 1904 et 1905, la répartition des subsides qui font l'objet des articles 103 et 110 combinés du Budget de l'exercice 1906 et qui, dans les deux Budgets précédents, portaient les numéros 105 et 112, a été la suivante :

ANNÉES.	ESPÈCES D'ÉCOLES.	MONTANT TOTAL des subsides.	NOMBRE des classes subventionnées.	TAUX MOYEN du subside par classe.
1904	Primaires	10,503,000 .	17,849	588 43
	Gardiennes	1,314,191 .	4,320	304 21
	Adultes	962,809 .	6,748	142 68
	DÉPENSE TOTALE.	12,780,000 .		
1905	Primaires	10,758,000 .	18,227 —	590 22
	Gardiennes	1,360,478 .	4,465	304 69
	Adultes	1,021,522 .	7,077	144 34
	DÉPENSE TOTALE.	13,140,000 . ⁽¹⁾	.	.

(1) Aussi approximative que possible, les liquidations de l'exercice 1905 ne pouvant être achevées qu'après le vote de la loi des transferts, etc.

Le crédit des écoles primaires pour l'exercice 1905, évalué à 10 mil-

lions 788,000 francs, comprend une somme de 40,000 francs transférée de l'article 112 à l'article 105 et une autre somme de 50,000 francs à transférer des articles 106 et 108 à l'article 105.

7° Question.

ART. 118. — Quels sont les engagements pris par le Gouvernement sur cet article?

Réponse.

J'ai donné des instructions afin d'être mis à même de répondre au désir de la Section centrale. Toutefois, la question exige des recherches nombreuses, et je ne suis pas à même, à l'heure actuelle, de préciser le moment où j'aurai les éléments nécessaires pour donner une réponse complète.



(16)

(1)

(N^o 132)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 MAART 1906.

Begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken
en Openbaar Onderwijs voor het dienstjaar 1906 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER COLAERT.

MIJNE HEEREN,

De kredieten uitgetrokken op de Begrooting voor het dienstjaar 1906,
bedragen de som van fr. 33,836,207 »

De kredieten, voor 1905 toegekend, bedroegen 36,062,491 35

Deze cijfers zijn ingedeeld als volgt :

A. — Gewone uitgaven :

Dienstjaar 1906 fr. 32,234,207 »

Dienstjaar 1905 31,264,115 »

Dus eene verhooging van fr. 990,092 »

B. — Uitzonderlijke uitgaven :

Dienstjaar 1906 fr. 1,582,000 »

Dienstjaar 1905 4,798,076 35

Dus eene vermindering van fr. 3,216,076 35

Of, voor de gezamenlijke uitgaven, eene vermindering
van fr. 2,225,984 35

(1) Begrooting, n^o 4, VI.

(2) De Middelenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren DELPORTE, DE PONTIERRE, MAENHAUT, LE PAIGE, WOEÛTE en COLAERT.

Onder de uitzonderlijke uitgaven van de Begrooting voor het jaar 1903 was het krediet van 3 miljoen frank opgenomen voor de feestelijkheden tot viering van het vijf-en-zeventigjarig vrije bestaan van België. Neemt men deze gansch uitzonderlijke uitgave in aanmerking, dan levert de ontworpen Begrooting eene verhooging op van fr. 774,013,63 in vergelijking met die voor 1903.

Dat cijfer wordt vastgesteld als volgt :

Verhooging van de gewone uitgaven	fr. 990,092 »
Vermindering van de uitzonderlijke uitgaven	216,013 33
Dus.	fr. 774,076 63

De verhoogingen zijn gering, voor de Binnenlandsche Zaken, zoo men in aanmerking neemt dat in 1906 moet worden overgegaan tot de hernieuwing der eerste reeks van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, die aanleiding geeft tot eene meerdere uitgave van 240,000 frank.

De hoogere uitgaven zijn veroorzaakt door den gewonen dienst van het Openbaar Onderwijs :

Voor het hooger onderwijs	fr. 61,750 »
Voor het middelbaar onderwijs	98,000 »
Voor het lager onderwijs	497,900 »
Te zamen.	fr. 657,650 »

Het geldt hier geen ongewone verhooging. De uitgaven voor het openbaar onderwijs nemen voortdurend toe, zooals blijkt, voor de jongste jaren, uit de volgende tabel :

Hooger onderwijs	:	Uitgaven voor het dienstjaar 1903	fr. 2,350,821 04
—	—	Kredieten toegekend voor 1904	. 2,452,600 »
—	—	—	1903 . 2,548,100 »
Middelbaar onderwijs	:	Uitgaven voor het dienstjaar 1903	. 4,537,115 93
—	—	Kredieten toegekend voor 1904	. 4,637,137 90
—	—	—	1903 . 4,624,460 »
Lager onderwijs	:	Uitgaven voor het dienstjaar 1903	. 16,475,046 69
—	—	Kredieten toegekend voor 1904	. 17,277,200 »
—	—	—	1903 . 17,604,900 »

En voor de nieuwe Begrooting bedragen de aangevraagde kredieten 2,609,850 frank (hooger onderwijs); 4,722,460 frank (middelbaar onderwijs); 18,102,800 frank (lager onderwijs), te zamen 25,445,110 frank op de gewone begrooting, en daarenboven 1,363,000 frank voor uitzonderlijke uitgaven, te zamen 26,807,100 frank.

De Begrooting van Openbaar Onderwijs, die vóór vijf en twintig jaar 20 miljoen frank bedroeg, bedraagt dus thans nagenoeg 27 miljoen.

De jaarlijksche verhoogingen van de kredieten der Staatsbegrooting zijn vooral ten goede gekomen aan het lager onderwijs. De begrootingen der pro-

vinciën en der gemeenten volgden over het algemeen deze toeneming van uitgaven : de gezamenlijke kredieten, voor dit onderwijs uitgegeven door de openbare besturen, bedroegen 2,600,000 frank vóór zestig jaar. In 1881, bedroegen zij 32 miljoen frank, en thans zijn zij geklommen tot boven 44 miljoen frank.

Het ligt niet in het inzicht der Middenafdeeling, de meerdere uitgaven, voor den dienst van het openbaar onderwijs gedaan, af te keuren. Zij zijn het gevolg, eenerzijds, van de toeneming der bevolking binnen het Rijk, en, anderzijds, van de uitbreiding van het onderwijs in het algemeen.

Het feit is kenmerkend, wat aangaat het lager onderwijs. In 1857 waren er 399,628 leerlingen in de lagere scholen; in 1881 waren er 588,814, en in 1898 klimt dit getal tot 774,969 om elk jaar toe te nemen tot een gemiddeld bedrag van 14,074 en, in 1904, het cijfer te bereiken van 859,436 schoolgaande kinderen in de gemeentescholen alsmede in de aangenomen en aanneembare scholen.

Evenzoo is het gelegen met de bewaarscholen en de scholen voor volwassenen. In 1898 waren er 194,807 kinderen in de bewaarscholen en 102,531 leerlingen in de scholen voor volwassenen; in 1904, zijn er respectievelijk 243,655 en 193,907, dus eene gemiddelde jaarlijksche toeneming van 9,974 voor de eerste en van 15,229 voor de tweede.

Deze cijfers dienen niet te worden toegelicht. Het zal echter niet nutteloos zijn, te doen uitschijnen met welke heilzame uitslagen de pogingen werden bekroond, die de openbare machten en de bijzondere ondernemingsgeest deden om het volksonderwijs steeds meer uit te breiden en te verbeteren.

Voor gansch het Rijk nam het getal ongeletterden af tot een bedrag van 21 % van 1886 tot 1900. Het getal inwoners, die kunnen lezen en schrijven, bedraagt, in 1900, 75 % onder diegenen welke van 45 tot 55 jaar oud zijn; het getal geletterden bereikt 82 % onder de inwoners van 35 tot 45 jaar, 87 % onder die van 25 tot 35 jaar en 90 % onder die van 15 tot 25 jaar.

Ten opzichte van de zedelijke ontwikkeling werd vastgesteld dat in 1901 het sparen voor schoolkinderen is ingericht in 6,974 scholen; 159,574 leerlingen van inrichtingen voor lager onderwijs zijn bij de schoolmutualiteiten aangesloten; 502,444 leerlingen bezitten een spaarboekje. De spaargelden van schoolgaande kinderen bedragen meer dan 8 miljoen frank.

* * *

Naar aanleiding van de door ons gemelde cijfers werd de vraag gesteld hoeveel kinderen thans geen onderwijs ontvangen.

Men heeft beweerd dat er 125,000 soortgelijke kinderen zijn. Dat cijfer is blijkbaar overdreven, vooral wanneer men het toepast op de kinderen van 6 tot 12 jaar.

Naar de volkstelling van 1900, waren er in België 810,935 kinderen van dien leeftijd. Daar de jaarlijksche toeneming der bevolking voor die soort gemiddeld 5,000 bedraagt, mag men het getal dier kinderen bepalen op 823,000 in 1904.

Er waren nu, in 1904, zooals wij het hierhoven vaststelden, 839,436 leerlingen in de gemeentescholen, alsmede in de aangenomen of aanneembare scholen.

Dat getal overtreft, tot een bedrag van meer dan 36,000, het getal kinderen van 6 tot 12 jaar. Het cijfer 36,000 geldt dus blijkbaar voor de kinderen van 12 tot 14 jaar, immers, is het waar dat de kinderen beneden 6 jaar overal de bewaarscholen bijwonen, dan integendeel zijn er, vooral in sommige steden, talrijke kinderen die de ouders ter lagere school laten gaan tot 13 en zelfs tot 14 jaar.

Doch al de kinderen van 6 tot en boven 12 jaar wonen de gemeentescholen, de aangenomen of de aanneembare scholen niet bij. Sommige blijven ter bewaarschool na den ouderdom van 6 jaar; andere bezoeken de middelbare scholen van den lagere graad of de voorbereidende klassen der vrije colleges, of de private, niet gesubsidieerde lagere scholen; andere nog zijn geplaatst in de weldadigheidscholen van den Staat of van het Departement van Oorlog, ofwel in officieele of bijzondere weezenhuizen; eindelijk zijn er die niet ter school gaan, omdat hun het onderricht te hunnent wordt gegeven.

Wij overdrijven niet, wanneer wij al deze kinderen te zamen berekenen op 10 % van de bevolking die den gevorderden leeftijd heeft bereikt om ter school te gaan, dus 82,300 voor het jaar 1904.

Op grond van de officieele statistieken kan men niet nauwkeurig bepalen hoeveel kinderen hoegenaamd geen onderwijs ontvangen. Doch uit de hierhoven medegedeelde cijfers blijkt, dat het getal daarvan veel minder bedraagt dan door sommigen wordt beweerd. Wij meenen dat, moest men eene nauwkeurige statistiek opmaken, men er geen 3 % vinden zou in gansch het land; zelfs in dit geval zou men van deze percents-aanwijzing moeten aftrekken de gebrekkelijken, eenige kinderen van schippers en diegenen welke, uit hoofde van hun slecht gedrag, niet in gemeenschap mogen leven met de leerlingen onzer openbare of bijzondere scholen.

Het is dus buiten kijf dat het onderwijs snel en voortdurend vooruitgaat dank zij de pogingen van de openbare machten en van den bijzonderen ondernemingsgeest. De Middenafdeeling moet daarom de Regeering dank zeggen, de voorgestelde kredieten goedkeuren en haar tevens aanzetten, het door haar met een onbetwistbaren bijval ondernomen werk voort te zetten.

Onderzoek van de Begrooting in de Afdeelingen.

Al de afdeelingen hebben de Begrooting met eene groote meerderheid van stemmen goedgekeurd: De eerste met tien stemmen tegen twee en ééne onthouding; de tweede met twaalf tegen ééne; de derde met acht tegen zeven; de vierde met acht tegen twee; de vijfde met tien tegen drie; de zesde met algemeene stemmen en ééne onthouding.

De Begrooting werd dus op de gunstigste wijze onthaald en gaf enkel aanleiding tot eenige aanmerkingen die wij hieronder nagaan.

Onderzoek in de Middenafdeeling.

Algemeene behandeling.

Een lid van de eerste afdeeling vestigde de aandacht van de Middenafdeeling op het vraagstuk der auteursrechten.

Na eene lange beraadslaging, die ter Kamer werd gevoerd in 1903, benoemde de Regeering eene Commissie die door den heer Minister van Binnenlandsche Zaken werd aangesteld in den loop van den zomer 1904.

Deze Commissie was belast met het onderzoek van de steeds herhaalde en, naar het schijnt, steeds meer gegronde klachten der muziekmaatschappijen tegen het Syndicaat van auteurs en toonzetters.

Ongelukkig, de Commissie werd sedert 1904 niet meer opgeroepen. Zil zij binnenkort worden opgeroepen? Dat weten wij niet. In elk geval blijkt het steeds meer noodig dat de wetgever optrede om de talrijke misbruiken, waarop van alle zijden wordt gewezen, te doen ophouden.

Degenen, die belang stellen in het vraagstuk, zullen ongetwijfeld, naar aanleiding van de behandeling der Begroting van Binnenlandsche Zaken hunne grieven herhalen en eene oplossing trachten te vinden, die voldoening schenken zou aan de bevolking.

De Middenafdeeling bevestigt hare vroegere verslagen en verzoekt tevens de Regeering de aandacht der Commissie te willen vestigen op de noodzakelijkheid, haar gevoelen te doen kennen over de aan haar onderzoek onderworpen vraagstukken.

Een lid van eene andere afdeeling heeft de Middenafdeeling opmerkzaam gemaakt op het feit, dat het peil van het lager onderwijs sedert enkele jaren is gedaald.

Dat is, volgens gezegd lid, het gevolg: 1^o van de gebrekkige inrichting der Middenjury voor het opleiden van onderwijzers; 2^o van de omstandigheid, dat men krachtens de wet toelagen mag verleen en aan scholen, waar een zeker getal niet gediplomeerde onderwijzers werkzaam zijn.

Het redmiddel? Volgens dat lid, zou men moeten beletten dat de niet gediplomeerde onderwijzer wordt belast met het onderwijs in de aangenomen of aanneembare scholen, alsmede in de gemeentescholen. Wat de examenjury aangaat, stelt hetzelfde lid voor, de datums van de zittingen der Middenjury alsmede de plaatsen waar zij hare zittingen houdt, door middel van het *Staatsblad* bekend te maken. Ook de practische lessen zouden, volgens dat lid, openbaar moeten zijn.

In de eerste plaats dient te worden nagegaan of het peil van het onderwijs in België inderdaad daalt.

Dat meenen wij niet. Moest het inderdaad zóó zijn, dan zou ongetwijfeld de aandacht der Regeering daarop worden gevestigd door de Inspectie waarvan de ambtenaren worden benoemd onder de onderwijzers slechts na een theoretisch en practisch examen, ingesteld sedert verscheidene jaren en waaraan alleen de beste onderwijzers zich onderwerpen.

Deze zijn belast met het toezicht op de gemeentescholen, evenals op de aangenomen en aanneembare scholen, en tot nu toe heeft men niet kunnen staande houden dat dit toezicht te wenschen overlaat. Overigens, de kantonnale opzieners staan zelf onder de leiding en het toezicht van de hoofdopzieners die, op hunne beurt, de scholen bezoeken en aan de Regeering verslag doen over den toestand van het lager onderwijs binnen hun gebied.

Naar onze weet, hebben nu diegenen, welke het best geschikt zijn om uitspraak te doen over de waarde van het lager onderwijs en over de bekwaamheid der onderwijzers, die daarmee zijn belast in de aan het toezicht onderworpen scholen, niet vastgesteld dat het peil van dit lager onderwijs is gedaald.

Wat de aangeprezen redmiddelen aangaat, dient te worden opgemerkt dat er in de gemeentescholen bijna geen niet-gediplomeerde onderwijzers zijn en hun getal elk jaar afneemt in de aangenomen en aanneembare scholen. Overigens, in deze scholen moet het grootste getal — ten minste de helft — gediplomeerd zijn.

Op het vraagstuk van de bekendmaking der zittingen van de Centrale examenjury vestigt de Middenafdeeling de aandacht van den Heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs.

Behandeling van de artikelen.

Bij deze behandeling werden slechts enkele artikelen onderzocht; deze gaven aanleiding tot korte aanmerkingen.

ARTIKEL 6 : Een lid klaagt over de dikwijls trage wijze waarop de pensionen van de gemeenteprofessoren en gemeenteonderwijzers worden geregeld.

Daarover werd reeds vroeger geklaagd, en de Middenafdeeling deelde die klachten mee aan de Regeering. Zij werden in ruime mate in acht genomen.

ARTIKEL 16 (vroeger 17) . Een lid wijst er op, dat sommige provinciale besturen de zaken niet spoedig afhandelen

Daar geen bepaalde feiten zijn aangehaald, moet de Middenafdeeling er zich bij bepalen, de aandacht der Regeering daarop te vestigen.

ARTIKEL 27 : Volgens een lid is het wenschelijk, in al de provincien den maatregel toe te passen, die reeds in eenige provincien wordt toegepast en krachtens welken de Militieraad zitting houden moet beurtelings in de verscheidene kantons van het arrondissement, en niet meer uitsluitend in de hoofdplaats.

ARTIKEL 41 : De aandacht der Regeering wordt gevestigd op het feit, dat de gemeenten van het platteland de toelagen niet aanvragen, die zij kunnen bekomen tot aanwerving van een brandweer-materieel.

ARTIKEL 47 : Een lid wijst op de aanmerkingen, die in sommige afdeelingen werden gedaan, en is van meening dat de huidige inrichting van de

Koninklijke Academie, afdeeling voor letteren en schoone kunsten, dient te worden gewijzigd.

Volgens dat lid, beantwoordt de instelling niet aan de huidige behoeften van ons letterkundig leven en van ons kunstleven.

Deze opmerking is onbepaald en daarop kan de Middenafdeeling niet steunen om een met bewijsredenen gestaafd advies uit te brengen over het verwijt. tegen onze Koninklijke Academie gericht. Is het bezwaar gegrond, dan zal men het ongetwijfeld herhalen en uiteenzetten bij de behandeling der Begrooting. De Middenafdeeling vestigt daarop de aandacht van de Kamer en van de Regeering.

ARTIKEL 51 en 52 : Een lid vraagt hoever het staat met de herinrichting van de Koninklijke Bibliotheek.

In het verslag van de Middenafdeeling over de Begrooting voor 1905 zijn de klachten herhaald, die door een onzer afdeelingen werden geuit betreffende de maatregelen, welke dienen te worden genomen tot verbetering van den wetenschappelijken dienst en van het wetenschappelijk materieel.

ARTIKEL 102 : Er werd opgemerkt dat in de kleine gemeenten en in sommige steden groote uitgaven door de gemeentekas moeten gedaan worden voor het bouwen, het herbouwen of het vergrooten van scholen. Daaruit volgt dat de Staat hogere toelagen zou moeten verleen en aan de gemeenten voor het bouwen, het vergrooten, het verbeteren en het meubileren van scholen, om op die wijze de uitbreiding en den vooruitgang van het volks-onderwijs te bevorderen.

Sedert verscheidene jaren wordt daartoe door de Regeering een uitzonderlijk krediet uitgetrokken op de Begrooting.

Tot in 1899 bedroeg het krediet slechts 700.000 frank. In de gewijzigde Begrooting voor het dienstjaar 1900 werd het gebracht tot op 800,000 frank. Sedert bleef dit cijfer ongewijzigd.

In haar verslag over de Begrooting voor 1905 vroeg de Middenafdeeling dat dit krediet zou verhoogd worden; in het ontwerp van Begrooting voor het dienstjaar 1905 heeft de Regeering gevolg gegeven aan die vraag en het krediet bepaald op 1 miljoen.

Deze som moet worden gevoegd bij die van 100,000 frank welke, als gewoon krediet, is uitgetrokken onder artikel 102 en ten deele is bestemd voor het bouwen, aankoope, verbeteren en meubileren van schoolgebouwen.

Het schijnt echter dat deze verhooging van krediet, hoe aanzienlijk ook, nog ontoereikend is, omdat de Regeering de vroegere toelagen, aan sommige gemeenten verleend, nog niet heeft uitbetaald. Men heeft zelfs beweerd, zooals het jongste verslag van de Middenafdeeling het zegde, dat er aanzienlijke sommen te betalen blijven en dat de Regeering, die gewoonlijk eene toelage verleent van gelijk bedrag als de helft der uitgave, zeer hoge sommen verschuldigd is aan verscheidene gemeenten. Is dat inderdaad zóó, dan zal het krediet van 1,100,000 frank gedeeltelijk moeten dienen om die sommen uit te betalen, doch dan rijst de vraag op hoe de Regeering gevolg zal kunnen geven aan al de ontwerpen die gerechtvaardigd worden bevonden

Wat er ook van zij, wij kunnen enkel de door de Regeering voorgestelde verhooging goedkeuren en haar verzoeken na te gaan of het niet mogelijk zijn zal voorlaan de bedoelde kredieten nog te verhoogen.

Eindelijk achtte de Middenafdeeling het nuttig een zeker getal vragen te richten tot de Regeering : deze vragen worden medegedeeld in de aan het verslag gehechte nota ; daarop werd geantwoord door den Heer Minister van Binnenlandsche Zaken en van Openbaar Onderwijs.

Het ontwerp van Begrooting werd bij de stemming goedgekeurd met algemeene stemmen min ééne.

De Verslaggever,
R. COLAERT.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

NOTA.

Middelbaar onderwijs.

1^e Vraag.

Hoe is het thans gelegen met het onderwijs der Nederlandsche taal in 't Walenland?

Welke maatregelen werden genomen en welke uitslagen verworven?

Antwoord.

In het Walenland wordt de Nederlandsche taal als verplichte tweede taal onderwezen in de officieele middelbare scholen, uitgezonderd :

- a) In de koninklijke athenaea te Aarlen, Luik en Verviers.
- b) In de middelbare jongensscholen te Limburg, Seraing en Verviers;
- c) In de middelbare meisjesscholen te Andenne, Aarlen, Charleroi, Hoei en Verviers, waar zij is vervangen door het Duitsch. Niettemin staat zij als *derde verplichte* taal op de uittabel der leergangen in de *beroepsafdeeling* der drie bovengemelde athenaea.

Het bestaande programma voor de athenaea dagteekent van den 30 Augustus 1888; dit voor de middelbare scholen, van 16 September 1897.

De toestand is over 't algemeen als bevredigend te beschouwen. Overal wordt de Nederlandsche taal onderwezen naar het rechtstreeksch stelsel. Dank zij daaraan, 't is te zeggen de onderwezen taal te bezigen als voertaal, is er veel en blijvende vooruitgang verwezenlijkt.

Die vooruitgang wordt vooral in de middelbare scholen bevorderd :

1^o Doordien de Nederlandsche taal als verplichte leergang is ingeschreven op het programma der voorbereidende leergangen (Koninklijk besluit van 10 September 1897). In twee omzendbrieven (van 16 November 1897 en 19 Februari 1900), wordt aanbevolen meer dan drie uren per week aan dien

leergang te wijden in de afdeelingen van elken graad. Sedert 1900, wordt in sommige gestichten tot vier en vijf uren les in 't Nederlandsch gegeven.

2° Bij de omzendbrieven van 23 September 1897 en 23 October 1900. Eerstgemelde verzoekt de bestuurders en bestuursters van de middelbare scholen die eene voorbereidende afdeeling bezitten, eenen toegevoegden leergang van Nederlandsche taal, van drie uren per week, in te richten ten behoeve der leerlingen die in de zesde voorbereidende of in de eerste middelbare klas treden, zonder die taal genoeg te hebben bestudeerd. De tweede schrijft dergelijken maatregel voor aan de bestuurders en bestuursters van middelbare scholen zonder voorbereidende afdeeling, waar het meerendeel der leerlingen, in de eerste middelbare klas toegelaten, niet het minste begrip hebben van de tweede verplichte taal.

Er valt op te merken dat er geen Nederlandsch wordt onderwezen in de voorbereidende afdeelingen der middelbare scholen waar het Duitsch wordt beschouwd als verplichte tweede taal. In die zelfde scholen is het Nederlandsch onverplicht in de middelbare afdeeling.

Lager onderwijs

1^{ste} Vraag.

Hoe is het thans gelegen met het onderwijs der Nederlandsche taal in 't Walenland?

Welke maatregelen werden genomen en welke uitslagen verworven?

Antwoord.

De Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs heeft den 8ⁿ Juli 1905 aan de heeren Gouverneurs der Waalsche en der gemengde provinciën eenen omzendbrief gestuurd, om deze hooge ambtenaren te verzoeken de gemeentebesturen aan te zetten tot het inrichten van eenen Nederlandschen leergang als tweede taal.

Uit de tot hiertoe bij het Departement ingekomen inlichtingen blijkt het volgende :

a) In de provincie Luik hebben twee besturen reeds leergangen van Nederlandsche taal ingericht of zijn op het punt dit te doen; zes onderzoeken de zaak en zeven achten die inrichting ongepast;

b) In Luxemburg gaven twee gemeenten een gunstig bescheid voor het inrichten van den leergang, de andere stemden daarover ontkennend, om deze redenen : al te overladen programma, onbevoegdheid van het onderwijzend personeel, nutteloosheid, gebrek aan geldmiddelen.

c) In het Waalsche gedeelte van Brabant hebben twee gemeentebesturen reeds leergangen van Nederlandsche taal ingericht, een ander bestuur acht zulks onnoodig.

In de volgende tabel wordt opgegeven het getal lagere scholen onder toezicht van den Staat, waar 't Nederlandsch als tweede taal wordt onderwezen.

*Getal lagere scholen behorende tot het Waalsch gedeelte des lands
waar een leergang van Nederlandsche taal is ingericht.*

Toestand op 31 December 1905.

AANDUIDING van het gebied der hoofdopzieners.	Gemeente- scholen.	Aangenomen scholen.	Privaatscholen met toelagen	Aanmerkingen.
Brussel	59	4	18	
Leuven	64	20	34	
Charleroi	41	2	20	
Bergen	29	8	16	
Doornik	6	2	14	
Hoei.	25	2	12	
Luk	6	2	15	
Aarlen	1	1	1	
Marche.	4	1	2	
Dinant	41	2	4	
Namen	7	3	8	
Het Rijk.	281	47	144	
ALGEMEEN TOTAAL . 472				

2^e Vraag.

ART. 45. — Hoe werden de drie laatste jaren de kredieten van dit artikel verdeeld ?

Antwoord.

Daar de boeken voor 1905 niet gesloten zijn, denken wij den steller der bovenstaande vraag te bevredigen met de opgave der verdeling van de kredieten in de jaren 1904, 1903 en 1902.

	JAAR		
	1904.	1903.	1902
a) Toelagen en aanmoedigingen rakende de letterkunde en de wetenschappen, letterkundige wetenschappelijke of oudheidkundige reizen en zendingen, opdelvingen en werken in het belang der wetenschap en der nationale oudheidkunde	55,200 75	27,257 20	29,473 81
b) Hulp gelden aan in nood zijnde letterkundigen of geleerden of aan families van overleden letterkundigen of geleerden.	3,000 .	4,100 .	4,400 .
c) Letterkundige en wetenschappelijke maatschappijen . . .	28,700 45	37,500 .	38,000 .
OVER TE DRAGEN. . . fr.	86,900 .	68,857 20	71,873 81

	JAAR		
	1904.	1903.	1902.
OVERGEBRACHT. . . fr.	65,950 .	68,857 20	71,873 81
d) Vijfjaarlijksche en tienjaarlijksche prijzen ingesteld door koninklijke besluiten van 1 December 1845, 1. Juli 1851, 20 Decemmer 1882 en 30 April 1895; kosten voor de jury's	6,026 20	7,790 35	12,742 75
e) Inschrijvingen; aankoop van werken voor de volksbibliotheken	29,788 79	26,398 92	23,747 29
f) Kosten van het kantoor der Internationale Vereeniging ter bescherming van letter- en kunstwerken; druk- en andere kosten betreffende de uitvoering der wet van 30 September 1887	1,425 71	1,609 67	1,502 25
g) Aanmoedigingen aan de tooncelletterkunde en tooneelkunde (letteren en muziek)	44,058 40	44,051 25	43,915 73
h) Uitgave der <i>Bibliographie de Belgique</i>	19,652 90	19,033 62	17,853 42
i) Uitgave der <i>Bibliotheca Belgica</i>	7,698 .	7,240 .	5,300 .
j) Internationale dienst van bibliographie: opstel en beheer .	25,000 .	25,000 .	25,000 .
k) Aandeel van België in de kosten tot uitgave van het <i>Woordenboek der Nederlandsche taal</i>	4,001 96	4,002 01	4,001 96
l) Huurkosten van eene studietafel in het zoologisch gesticht van Napels en bij het laboratorium van Leopoldville. .	9,375 .	9,575 .	4,575 .
m) Deelneming van België in de kosten van het Middenbureau voor onderzoek betreffende aardbevingen, te Straatsburg	988 29	.	.
n) Aankoop en inbinding van wetenschappelijke of letterkundige werken voor den bijzondere dienst van het Beheer van wetenschappen en letteren; verschillende uitgaven	5,515 33	4,657 96	3,577 51
TOTAAL. . . fr.	219,460 58	218,897 98	213,889 72

3^e Vraag.

ART. 51 en 52. — Hoe verre staat het met de herinrichting der Koninklijke Bibliotheek?

Antwoord.

Het nieuw inrichtings-reglement der Koninklijke Bibliotheek werd den 16^{en} September 1904 van kracht.

Men moest de nieuwe afdeelingshoofden, ten gevolge van deze herinrichting benoemd, in staat stellen de behoeften van hunnen dienst te kennen.

Bij brief van 14 November 1903, werd een voorontwerp van inrichtings-reglement aan de beraadslagingen van den Beheerraad onderworpen. « Dit » voorontwerp, zegde het schrijven, werd door mijn bestuur slechts opge- » maakt om eenen grondslag te bereiden voor de beraadslagingen van dit » college. Dus zal ik met de meeste welwillendheid al de wijzigingen onder- » zoeken, welke de hoofdbewaarder en de bewaarders afdeelingshoofden » meenen daaraan te moeten toebrengen om den goeden gang der verschil- » lende diensten van onze groote letterkundige verzameling beter te verze-

zooals blijkt uit de vermindering der vragen om daarvan te worden ontslagen.

Worden daartoe nog talrijke vragen gedaan in de hogere klassen der athenaea, dit is te wijten aan redenen die vreemd zijn aan de lichaamsoefening.

5^e Vraag.

ART. 85 en 86. — Naar welken grondslag verdeelt men de toelagen, onder deze artikelen uitgetrokken en hoe werden de regelen in de drie laatste jaren toegepast ?

Antwoord.

De toelagen en aanmoedigingen, achtereenvolgens aan die gestichten verleend, hingen over 't algemeen af van den staat der begrooting, en bij de gedane vragen werd rekening gehouden met de uitbreiding, aan de studieprogramma's gegeven, alsmede met de plaatselijke geldmiddelen.

In de laatste drie jaren kregen al de gemeentelijke inrichtingen van den eersten graad (college's) het volle bedrag harer gewone toelage.

De op de Begrooting uitgetrokken kredieten werden gansch uitgegeven.

6^e Vraag.

Samengevoegde artikelen 105 en 110. Hoe werden de onder deze artikelen uitgetrokken kredieten verdeeld?

Werden er overdrachten gedaan, en in welke mate?

Antwoord.

Van 1904 en 1905 werden de toelagen, bedoeld bij de samengevoegde artikelen 105 en 110 der Begrooting voor het dienstjaar 1905, die op de voorgaande Begrootingen n^o 105 en n^o 112 droegen, verdeeld als volgt :

JAAR.	SOORT VAN SCHOLEN.	ALGEMEEL BEDRAG der toelagen.	GETAL geldelijk onder- steunende klassen.	GEMIDDELBEDRAG der toelage per klas.
1904	Lagere	10,503,000 *	17,849	588 43
	Bewaarscholen	1,514,191 *	4,320	304 21
	Scholen voor volwassenen	962,809 *	6,748	142 68
	ALGEMEENE UITGAVE.	12,780,000 *		
1905	Lagere	10,758,000 *	18,227	590 22
	Bewaarscholen	1,360,478 *	4,465	304 69
	Scholen voor volwassenen	1,021,522 *	7,077	144 34
	ALGEMEENE UITGAVE.	13,140,000 ⁽¹⁾	.	.

(1) Zoo benaderend mogelijk, daar het dienstjaar 1905 slechts vereffend kan worden nadat de overdrachts-wetten, enz. zijn goedgekeurd.

Het krediet voor de lagere scholen, voor het dienstjaar 1905, geraamd op

10,738,000 frank, bevat eene som van 40,000 frank, van artikel 112 overgedragen op artikel 105, en eene andere som van 50,000 frank, over te dragen van de artikelen 106 en 108 naar artikel 105.

7^e Vraag.

ART. 118. — Welke verbintenissen nam de Regeering naar aanleiding van dit artikel?

Antwoord.

Ik heb onderrichtingen gegeven om den wensch der Middenafdeeling te kunnen bevredigen. Doch die zaak vergt talrijke opzoekingen en vooralsnu kan ik niet juist zeggen wanneer ik de noodige inlichtingen zal bezitten om een volledig antwoord te geven.

